Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger

Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger

Band: 22 (1995)

Heft: 5

Artikel: Cinq questions aux présidentes et présidents des partis représentés à l'Assemblée fédérale

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912173

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

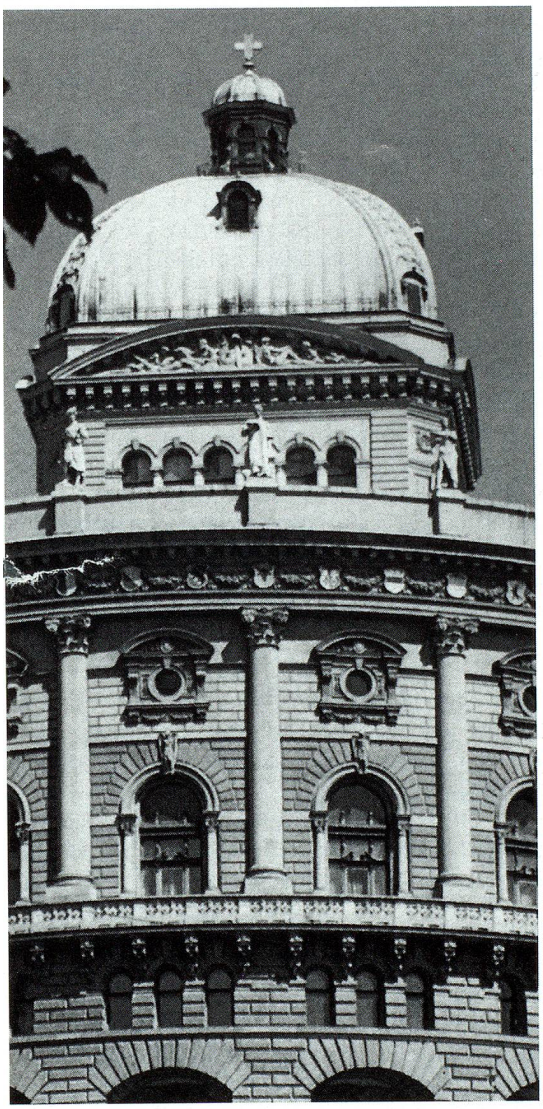
Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

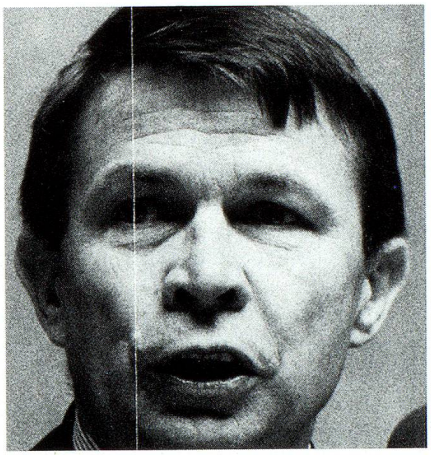
Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Cinq questions aux présidentes et présidents des partis représentés à l'Assemblée fédérale

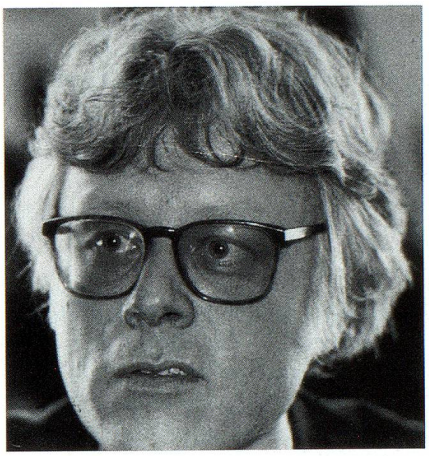


(Photos: Keystone/zvg)



Franz Steinegger

Parti radical-démocratique (PRD)
Sièges au Conseil national: 44
Sièges au Conseil des Etats: 18



Peter Bodenmann

Parti socialiste suisse (PSS)
Sièges au Conseil national: 43
Sièges au Conseil des Etats: 3

Anton Cottier

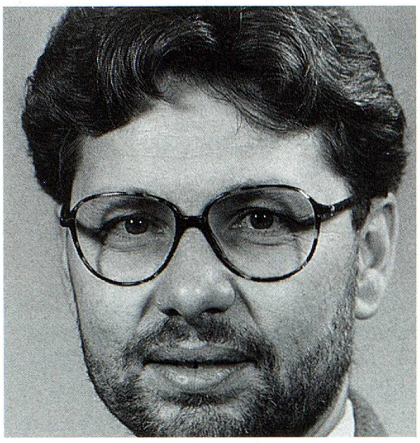
Parti démocratique-chrétien (PDC)
Sièges au Conseil national: 37
Sièges au Conseil des Etats: 16

Hans Uhlmann

Union démocratique du centre (UDC)
Sièges au Conseil national: 25
Sièges au Conseil des Etats: 4

Cinq questions aux partis politiques	PRD		PS	UDC	LES VERTS	
	Parti radical-démocratique	**Parti démocratique-chrétien**	**Parti socialiste suisse**	**Union démocratique du centre**	**Parti écologiste suisse**	**Parti libéral suisse**
	Objectif: Regagner 25% des électeurs (actuellement 21) et consolider ainsi la position du plus grand parti de Suisse.	*Objectif: gagner trois sièges au Conseil national et un au Conseil des Etats.*	*Objectif: Plus de 20% des électeurs, gagner 5 sièges au Conseil national et 3 au Conseil des Etats. Plus de femmes.*	*Objectif: Maintenir et, autant que possible, augmenter le nombre de sièges à l'Assemblé fédérale.*	*Objectif: Rester le cinquième parti de Suisse (le plus grand parti non gouvernemental).*	*Objectif: Maintenir nos positions. Percé dans les cantons où nous nous présenton pour la 1e (BE et ZH) ou 2e fois (VS).*
Pourquoi les Suissesses et Suisses de l'étranger devraient-ils donner leur voix précisément à votre parti?	Parce que le PRD est à la fois ouvert au monde et attaché à la patrie. Il y a 150 ans, c'est lui qui a fondé notre Etat. Aujourd'hui, il conserve le précieux héritage de nos pères mais se bat résolument pour que la Suisse garde sa place en Europe et dans le monde. Afin d'aller de nouveau de l'avant!	En tant que parti gouvernemental et populaire, le PDC préconise des solutions qui tiennent également compte des intérêts des minorités. C'est pourquoi le PDC prend aussi au sérieux les préoccupations de la Cinquième Suisse: avec Elisabeth Hall-Zeller, une Suissesse de l'étranger est candidate sur la liste féminine du PDC du canton de Saint-Gall pour le Conseil national.	Nous ne voulons pas toutes les voix des Suissesses et Suisses de l'étranger. Votent pour nous ceux qui veulent une Suisse sociale, écologique et ouverte. Le PS est le seul parti gouvernemental qui a une ligne politique claire dans la question de l'Europe. Le PS est représenté au Conseil national par davantage de femmes que les trois partis gouvernementaux bourgeois réunis.	Une classe moyenne solide, en tant que pilier principal, constitue le meilleur garant de l'existence et de la prospérité de notre pays. L'UDC représente la classe moyenne, qui est aujourd'hui accablée de charges venant de toutes parts. En outre, l'UDC défend les valeurs qui risquent de se perdre dans une société qui est sujette à des mutations rapides.	Pour les mêmes raisons pour lesquelles les Suisses de l'intérieur nous donnent leur voix. Les problèmes écologiques et sociaux globaux appellent de nouvelles réponses. Les écologistes sont les protagonistes de la nouvelle pensée écologiste. Il faut davantage d'écologie dans la politique!	Le PLS a été, d'entrée, partisan de l'oc troi des droits politiques aux Suisse de l'étranger. Régénération du fédé ralisme, reconsidération du rôle d l'Etat et des subventions, poursuit d'une politique d'intégration dan l'UE sont les points forts de nos prin cipes pour la prochaine législature qu doivent intéresser les Suisses d l'étranger.
La Suisse doit-elle, lorsque les négociations bilatérales seront terminées, engager des négociations avec l'Union européenne en vue d'une adhésion?	Il faut d'abord que leur résultat soit approuvé par le peuple. Puis, il faudra analyser soigneusement les décisions de la conférence des ministres de l'UE ainsi que la situation en Suisse. Des négociations en vue d'une adhésion ne sont pas envisageables avant l'an 2000. Mais la Suisse ne pourra participer à toutes les décisions prises en Europe que si elle adhère à l'UE.	Le PDC apporte son soutien aux négociations bilatérales parce qu'elles nous permettent de créer une bonne base pour la coopération ultérieure avec l'UE. Il est certain que l'ouverture de notre pays ne s'arrête pas là. L'ouverture de négociations en vue de l'adhésion ou une deuxième votation sur l'EEE seront les moyens de poursuivre notre chemin en direction de l'Europe.	Dans le cadre de négociations bilatérales laborieuses, nous obtenons moins qu'avec l'EEE tout en devant payer un prix plus élevé. Une fois que ces négociations seront terminées, la Suisse doit négocier avec l'UE sur l'adhésion. On ne trouvera une majorité que si les responsables tiennent compte des craintes des gens en prenant des mesures d'accompagnement eurocompatibles.	L'UDC ne peut pas se déclarer d'accord avec les structures et les objectifs actuels de l'UE. C'est pourquoi on peut lire dans le programme de notre parti: «L'adhésion à l'Union européenne ne figure pas parmi les buts de la politique extérieure de la Suisse». L'UDC soutient les efforts du Conseil fédéral visant à mener les négociations bilatérales à bonne fin.	Oui! La voie du bilatéralisme peut apporter des solutions à certains problèmes. Voici cependant ce qui est nécessaire à l'avenir: une coopération internationale globale qui lie toutes les parties. Nous préconisons d'entamer immédiatement des négociations avec l'UE en vue d'une adhésion.	Les libéraux pensent qu'une fois l résultat des négociations bilatérale sectorielles évalué, il faudra décid du moment opportun du dépôt d'un demande pour l'adhésion à l'Unio européenne.
Au sujet de l'assainissement des finances fédérales: dans quels domaines voyez-vous des possibilités de faire des économies? Quelles sont à votre avis les nouvelles recettes qui entrent en ligne de compte?	En Suisse, la quote-part de l'Etat est beaucoup trop élevée. C'est pourquoi le PRD s'oppose par principe à de nouvelles recettes de la Confédération. Seules des mesures d'économie permettront de rééquilibrer le budget de l'Etat: révision de la péréquation financière, désenchevêtrement des subventions, accroissement de l'efficacité des activités de l'Etat.	Il ne pourra être question de recettes supplémentaires que lorsque la Confédération aura donné la preuve qu'elle est décidée à faire des économies. Dans ses dépenses, notre pays a été beaucoup trop perfectionniste. Nous devons changer cette mentalité. Si nous ne choisissons pas toujours la meilleure solution, par ex. pour la construction de routes, nous pouvons économiser beaucoup.	La Suisse peut réduire de moitié les dépenses pour l'armée. La Confédération et les entreprises économiseraient 3 mia. par an. Nous aurions toujours l'armée la plus forte d'Europe par rapport à la superficie. Nous dépensons 1 mia. pour l'écoulement du beurre et du fromage. C'est trop. En supprimant les cartels, l'Etat pourrait acheter des biens et des prestations à des prix plus bas.	De nouvelles ponctions dans le porte-monnaie des citoyens sont inacceptables. L'UDC s'oppose par principe à de nouvelles recettes. Elle veut faire des économies à bon escient, notamment dans les domaines de l'asile, des relations avec l'étranger, de l'aide au développement, des abus dans l'assurance-chômage ainsi que de la construction de logements par l'Etat.	Nous sommes d'accord avec l'objectif fixé par le Conseil fédéral pour l'assainissement: 50% d'économies et 50% de recettes supplémentaires. Economies dans les domaines de la protection civile, de la construction de routes, de l'armée et de l'énergie nucléaire; recettes supplémentaires avant tout par une augmentation des taxes sur le tabac et l'essence.	Les libéraux pensent qu'il faut en fin avec l'automatisme et l'éternité d subventions fédérales. Elles doiven être liées à un contrôle de la prestatio correspondante. En ce qui concern les tâches évidentes de la Confédér tion (sécurité sociale), il s'agit de bler davantage ses interventions.
Quelles mesures avez-vous l'intention de prendre afin que les Suissesses et Suisses de l'étranger puissent continuer à faire partie de notre système de sécurité sociale?	Le PRD estime que l'AVS, qui est un excellent système de prévoyance vieillesse par rapport à ce qui existe à l'étranger, doit rester ouverte aux Suisses de l'étranger lors de toute nouvelle extension. C'est pourquoi, lors de la 10e révision de l'AVS, il a défendu énergiquement les intérêts de nos compatriotes à l'étranger. Nous ferons de même lors de la 11e révision.	Le principe du PDC «pas de démontage social» s'applique également aux Suisses de l'étranger. C'est ainsi que nous nous sommes battus en première ligne pour la nouvelle loi sur l'assurance-maladie, qui satisfait une demande importante des Suisses de l'étranger et leur permet de s'assurer de nouveau lorsqu'ils rentrent au pays.	De nombreuses questions peuvent être résolues dans le cadre du droit suisse. Pour d'autres, une reconnaissance réciproque est nécessaire dans le cadre d'accords internationaux. Une chose est sûre: pour les Suissesses et Suisses de l'étranger, le mieux serait que les dispositions légales de l'UE leur soient applicables. En Europe et en dehors de l'Europe.	Il faut améliorer la structure des conventions bilatérales sur la sécurité sociale. Si, à la suite de l'adhésion à l'UE, l'adhésion facultative des Suisses de l'étranger à l'AVS n'était plus possible, il faudrait trouver suffisamment tôt une solution de rechange équivalente.	L'adhésion à l'UE résoudrait une grande partie des problèmes qui se posent aux Suissesses et Suisses de l'étranger qui vivent dans un pays de l'UE. Il faut prévoir simultanément des accords qui vont plus loin et la possibilité de continuer à faire partie de la sécurité sociale suisse.	Dans ce cadre de l'intégration eur péenne, les problèmes de doubles pred tations seront à résoudre. L'importa sera de s'assurer que les Suisses l'étranger bénéficieront de prest tions, (vieillesse notamment) ad quates.
Le Suisse possédant un diplôme étranger qui désire acquérir une formation en Suisse se heurte fréquemment à des obstacles presque insurmontables. Comment faut-il y remédier?	La Suisse doit toujours rester ouverte aux Suisses de l'étranger. Le PRD préconise l'égalité des conditions d'admission à nos universités et la reconnaissance des diplômes acquis à l'étranger. En outre, le PRD international fournit des informations à l'intention des Suisses de l'étranger.	Nous sommes favorables à l'introduction par étapes de la libre circulation des personnes avec l'UE. Cela permettra aussi de garantir la reconnaissance réciproque des diplômes. Il s'agit là d'une solution qui est également dans l'intérêt des Suisses de l'étranger qui veulent acquérir une formation ou chercher un emploi dans leur pays d'origine.	Dans beaucoup de domaines, nous prenons encore de grands airs et avons l'impression que seule l'instruction reçue dans notre pays répond aux exigences futures. Cette remarque est même encore valable pour beaucoup de diplômes cantonaux. Dans ce domaine, la Suisse peut agir indépendamment d'une convention internationale et de l'intégration européenne.	Dans les conventions avec l'étranger, il faut viser à une reconnaissance réciproque des diplômes. Non seulement les diplômes suisses doivent être valables à l'étranger, mais aussi les diplômes étrangers équivalents doivent être reconnus en Suisse. Si les certificats étrangers ne sont pas équivalents, il faut prévoir des cours de rattrapage ou une formation complémentaire.	Tout simplement par des réglementations moins restrictives en matière de reconnaissance des diplômes. Pour cela, une adhésion à l'UE résoudrait certains problèmes. Mais cela serait également possible sans adhésion à l'UE! D'une manière générale, il faut mettre le moins possible d'obstacles à la formation!	Les libéraux reconnaissent qu'il pe y avoir des différences d'appréciati sur les diplômes dans différents pay Mais il n'y a pas de doute qu'il fa tendre à une reconnaissance mutuel des diplômes dont on veut pens qu'ils puissent être de valeur équiv lente.

Freiheits-Partei – Die Auto-Partei	LdU	SD	PEV	Lega dei Ticinesi	PsT	UDF
Parti suisse de la liberté	**Alliance des Indépendants**	**Démocrates suisses**	**Parti évangélique suisse**	**Lega dei Ticinesi**	**Parti suisse du Traveil**	**Union Démocratique fédérale**
Objectif: gagner des sièges.	*Objectif: Maintenir le statu quo ou gagner un siège.*	*Objectif: Conserver les cinq sièges actuels au Conseil national et en gagner deux supplémentaires.*	*Objectif: Accroître le pourcentage des électeurs et gagner deux sièges.*	*Objectif: 25% des électeurs au Tessin, deux sièges au Conseil national.*	*Objectif: Former un groupe (cinq sièges au moins).*	*Objectif: Gagner un deuxième siège dans le canton de Berne et un dans les cantons d'Argovie, Zurich et Vaud.*
A notre avis, les Suisses de l'étranger restent très attachés à la Suisse. Le parti de la liberté se bat pour que la Suisse continue à exister et pour conserver les droits populaires. Nous soutenons une ouverture de la Suisse sur le reste du monde pour autant qu'elle soit fondée sur le respect mutuel et la tolérance.	Parce que l'Alliance des Indépendants a depuis toujours été partisane d'une Suisse ouverte au monde et l'a prouvé une nouvelle fois dans la question de l'Europe. Les pays-hôtes sont plutôt bien disposés à l'égard des Suisses, à condition que notre pays ne se replie pas sur lui-même.	Les démocrates suisses luttent pour la plus grande indépendance possible et pour le maintien de la neutralité de notre pays. Il faut réduire la proportion d'étrangers, qui est de 20%, la surpopulation étrangère et le surpeuplement.	Parce que le PEV a une attitude ouverte face à l'Europe et au monde. Elle a approuvé l'adhésion à l'ONU et à l'EEE. Compte tenu de la volonté populaire, il est actuellement hors de question d'adhérer à l'UE. Mais il faut poursuivre les négociations bilatérales et accélérer la décision.	Les Tessinois (et non pas les Suisses) de l'étranger devraient voter Lega pour deux raisons: primo, parce qu'ils ont dû quitter le pays qu'ils aimaient en raison d'un climat politique et économique défavorable; secundo, parce que la Lega lutte pour que tous les Tessinois puissent travailler et bien vivre au Tessin dans la liberté et la démocratie.	Le PdT défend une politique qui tienne compte des besoins de tous les êtres humains et qui mette fin au pillage des ressources naturelles et à la destruction de la nature. Afin de contribuer à une telle politique de solidarité, nous voulons renforcer dans notre pays le mouvement pour le socialisme et lutter avec toutes les personnes défavorisées pour davantage de justice.	L'UDF est le seul parti réellement indépendant. Dans sa pensée, sa parole et son action, elle ne se sent liée que par les principes de la Bible. L'UDF se sent responsable à l'égard de tous nos concitoyens. Elle estime que la responsabilité personnelle de l'individu ne peut pas être remplacée ou supprimée grâce à l'argent de l'Etat.
Nous soutenons les négociations bilatérales et espérons qu'elles déboucheront sur un résultat acceptable. Pour nous, il ne saurait cependant être question de négociations avec l'UE sous sa forme actuelle. A notre avis, le système fédéraliste et les droits populaires ne sont pas ou pas assez développés dans l'UE de 1995.	Au Conseil national, l'Alliance des Indépendants a proposé d'entamer des pourparlers en vue d'une adhésion pendant les négociations bilatérales encore. Il faudra de toute façon le faire lorsque les négociations bilatérales seront terminées.	Le groupe «DS/Lega» de l'Assemblée fédérale a déposé une initiative populaire «Négociations d'adhésion à l'UE: que le peuple décide!» Nous nous opposons à l'adhésion à l'UE, centralisatrice et peu démocratique. Comme pays ouvert au monde, nous devons cependant rester performants sur les plans économique et politique.	Cette question ne peut pas se poser sérieusement si l'on prend au sérieux les négociations bilatérales. Il faut tout d'abord en attendre les résultats, puis réévaluer la question. Ce qui est certain, c'est que la Suisse fait partie intégrante de l'Europe et qu'elle ne peut pas, à la longue, être repliée sur elle-même.	Merci bien! La Suisse est plus forte qu'on ne nous le fait croire à l'occasion des négociations bilatérales. N'oublions pas qu'elle est le siège de nombreuses institutions publiques et privées, suisses et étrangères. Notre économie est suffisamment forte pour que l'on ne puisse pas nous faire chanter. Il ne faut faire aucune concession.	Oui. La Suisse doit adhérer à l'UE, mais exiger en même temps que l'on renégocie les accords de Maastricht sur une base nettement plus sociale; nous devons ainsi nous unir contre une forteresse Europe et des chances de développement inégales. Notre but, c'est une Europe des régions progressiste et sociale, démilitarisée et démocratique.	Non. Notre pays devrait être ouvert au monde et ne pas être assujetti à l'Europe. La Suisse s'est montrée solidaire avec le monde entier. Elle devrait continuer à l'être dans le cadre de la neutralité. L'intégration européenne qui est visée comporte de graves inconvénients: restriction des droits populaires, politique extérieure unique et barrière élevée entre l'Europe et le reste du monde.
Il existe un potentiel d'économies notamment dans les domaines de l'administration fédérale, des transports publics, des prestations sociales et de ce que l'on appelle l'aide au développement. Tant que les prestations de l'Etat ne seront pas réduites au strict nécessaire, des recettes supplémentaires n'entrent pas en ligne de compte pour le parti de la liberté.	On peut faire des économies dans le domaine des subventions en simplifiant le système et en faisant preuve de davantage de rigueur. D'importantes économies peuvent être réalisées lors des achats effectués par la Confédération. Il est également possible de faire des économies dans l'agriculture et la construction de routes.	Les démocrates suisses s'opposent à des impôts nouveaux ou plus élevés et sont favorables à un programme cohérent d'économies. Dans le domaine de l'asile, on gaspille des centaines de millions de francs et dans le domaine de l'aide multilatérale au développement, qui est incontrôlable, il existe un important potentiel d'économies.	Contrairement à d'autres partis, le PEV a soutenu les propositions d'économies du Conseil fédéral. Des économies sont possibles en matière de subventions (en révisant simultanément certaines normes). Des recettes supplémentaires par le biais de la TVA (affectées à l'AVS, aux prestations sociales et à l'assurance-maternité) ne sont possibles que jusqu'à un certain point.	Parlons plutôt de la politique monétaire. Il faut augmenter la dette publique et réduire les taux d'intérêt. Si la Banque nationale suisse imprimait des billets de banque de Fr. 10 000.– pour les distribuer à tous les Suisses, non seulement le franc suisse ne perdrait guère de sa valeur, mais encore cela favoriserait la consommation en Suisse.	Nous voyons des possibilités d'économies surtout dans l'armée. Nous demandons que soit introduit un impôt fédéral direct sur la fortune des personnes physiques et morales, ce qui, avec une lutte efficace contre la fraude fiscale, permettrait de trouver les milliards nécessaires pour assurer les acquis sociaux et assainir les finances fédérales.	Si l'on veut remplir toutes les tâches actuelles de l'Etat, il n'y a que peu ou pas de possibilités du tout de faire des économies. Il faudrait redéfinir l'ensemble des tâches de l'Etat. En Suisse, les impôts, taxes et charges sociales deviennent insupportables. Une augmentation des impôts et taxes est inacceptable.
Les Suissesses et Suisses de l'étranger doivent continuer à pouvoir s'assurer auprès de la sécurité sociale suisse. Cela nous paraît important, surtout pour ce qui est de l'AVS. En outre, s'ils rentrent en Suisse, les Suissesses et Suisses vivant à l'étranger doivent pouvoir «racheter» leurs droits dans les institutions sociales existantes.	Après la 10e révision de l'AVS, il s'agit maintenant de prendre en compte, dans la 11e révision, les incidences de l'évolution démographique en général.	Lors des débats du Parlement, les démocrates suisses se sont battus pour permettre aux Suisses de l'étranger d'adhérer à notre système de sécurité sociale, tout comme, lors de la révision de la lex Friedrich, ils ont combattu la discrimination des Suisses de l'étranger.	Il s'agit là d'un thème très complexe qui ne pourra en fin de compte être résolu que par des accords avec les pays en question. En principe, le PEV soutient fermement le principe de l'ouverture du réseau social existant aux Suissesses et Suisses de l'étranger.	C'est tout simple: tous les Suisses de l'étranger doivent être entièrement intégrés dans le système d'assurances et de retraite suisse.	Il y a des années que nous proposons un système uniforme d'assurance sociale pour tous, reposant sur le système de la solidarité. Il devrait fonctionner indépendamment du sexe et de l'état civil et transformer l'AVS/AI en une véritable retraite populaire qui assure à tous une existence digne d'un homme, y compris aux Suisses de l'étranger qui en font partie.	Un fonds à créer (qui passerait par l'AVS) pour les Suissesses et Suisses de l'étranger devrait comprendre une disposition incluant le deuxième pilier (LPP) d'une manière appropriée. Cette «AVS complémentaire» pourrait être financée par une imposition des fonds étrangers en Suisse.
La reconnaissance réciproque des diplômes est importante et doit être réglée à bref délai par des accords bilatéraux fondés sur le principe de la réciprocité. Il va de soi qu'il faut fixer des exigences minimums pour le porteur d'un diplôme.	Beaucoup de problèmes seraient résolus par l'adhésion à l'UE, que nous souhaitons. Au reste, nous préconisons une politique d'admission ouverte, et cela pas seulement auprès des Suisses de l'étranger.	Le parti des DS n'est pas opposé à l'équivalence des diplômes suisses et étrangers. Il faudrait trouver, notamment pour nos compatriotes, une solution qui exclue toute discrimination.	Les normes doivent être reconnues réciproquement sur le plan international et par la voie de négociations. Il faut faire avancer ce dossier. En outre, le système de formation devrait prévoir une réglementation d'exception très souple pour les Suissesses et Suisses de l'étranger, lorsque les conditions de fond sont remplies.	Il ne faut pas que les Suisses de l'étranger aient des problèmes pour poursuivre leur instruction en Suisse. Point à la ligne. Ceux qui savent tout mieux que les autres devraient y penser et travailler dans ce but!	Nous sommes favorables à une reconnaissance réciproque de diplômes équivalents, quelle que soit l'origine des personnes qui les possèdent. Il va de soi que les Suisses de l'étranger doivent également en profiter.	Les diplômes étrangers devraient être reconnus, après contrôle du niveau de connaissances du Suisse de l'étranger. En cas «d'homologation» de diplômes étrangers, on pourrait renoncer à un examen individuel.

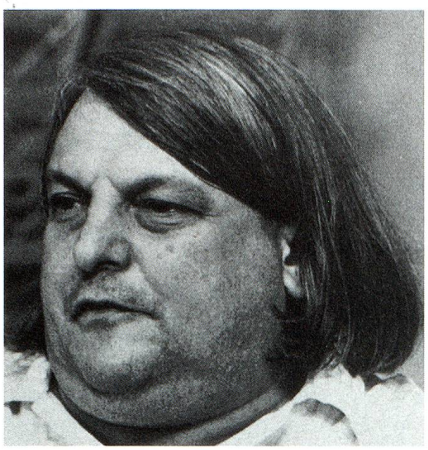


Hanspeter Thür

Parti écologiste suisse (Les Verts)
Sièges au Conseil national: 14
Sièges au Conseil des Etats: -

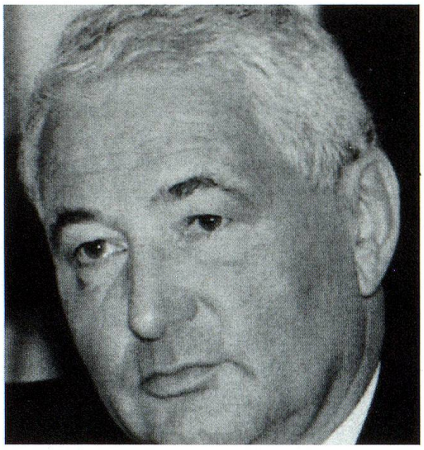
Monika Weber

Alliance des Indépendants (AI)
Sièges au Conseil national: 6
Sièges au Conseil des Etats: 1



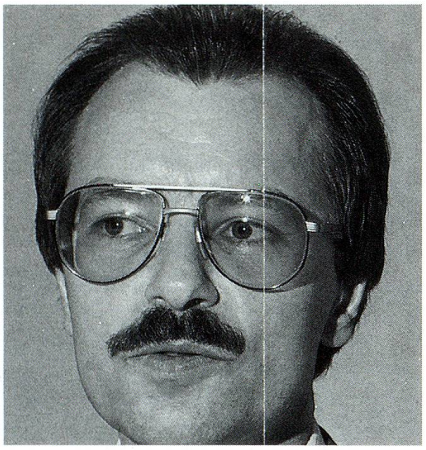
Giuliano Bignasca

Lega dei Ticinesi (Lega)
Sièges au Conseil national: 2
Sièges au Conseil des Etats: 1



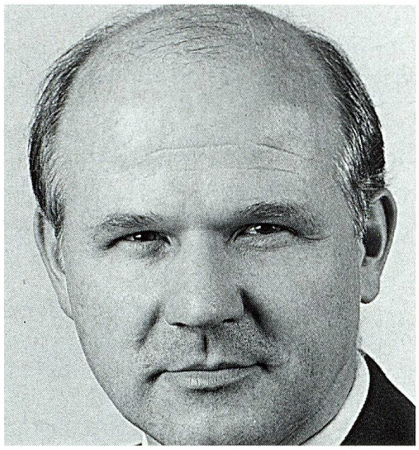
François Jeanneret

Parti libéral suisse (PLS)
Sièges au Conseil national: 10
Sièges au Conseil des Etats: 3



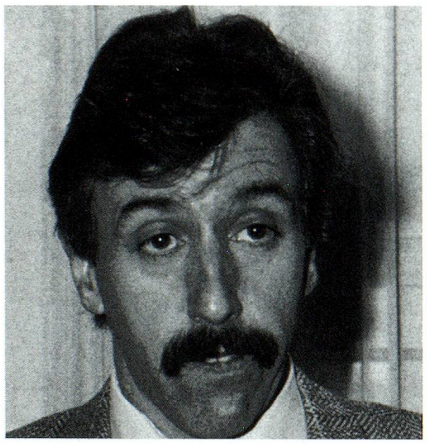
Rudolf Keller

Démocrates suisses (DS)
Sièges au Conseil national: 5
Sièges au Conseil des Etats: -



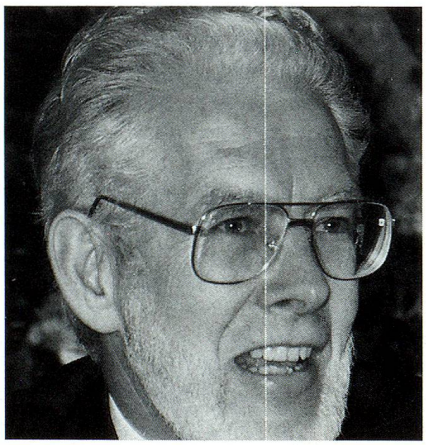
Jean Spielmann

Parti suisse du Travail (PsT)
Sièges au Conseil national: 2
Sièges au Conseil des Etats: -



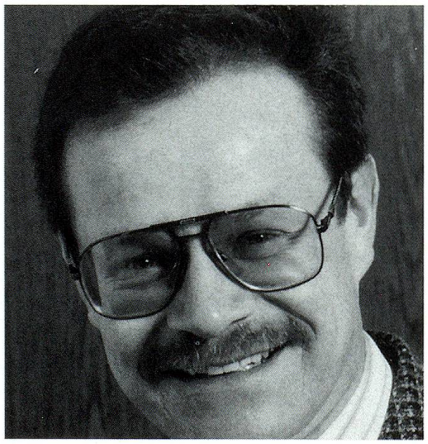
Roland Borer

Parti suisse de la liberté (PSL)
Sièges au Conseil national: 8
Sièges au Conseil des Etats: -



Otto Zwygart

Parti évangélique suisse (PEV)
Sièges au Conseil national: 3
Sièges au Conseil des Etats: -



Christian Waber

Union Démocratique fédérale (UDF)
Sièges au Conseil national: 1
Sièges au Conseil des Etats: -